



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication (DETEC)

Office fédéral de l'environnement (OFEV)
Division Biodiversité et paysage

RÉVISION PARTIELLE DE L'ORDONNANCE SUR LA CHASSE ET LA PROTECTION DES MAMMIFÈRES ET OISEAUX SAUVAGES (ORDONNANCE SUR LA CHASSE, OChP)

Résultats de la consultation



IMPRESSUM

Citation recommandée

Éditeur Office fédéral de l'environnement, division Biodiversité et paysage, 3003 Berne
Titre Révision partielle de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères
et oiseaux sauvages (ordonnance sur la chasse, OChP)
Sous-titre Résultats de la consultation
Lieu Berne
Année 2023

Table des matières

Condensé.....	4
1 Texte envoyé en consultation	6
2 Avis reçus	7
3 Évaluation du projet en détail	8
3.1 Art. 4 ^{bis} , al. 1 ^{bis} , 2 et 3, « Régulation du loup »	8
3.2 Art. 9 ^{bis} , al. 1, 2 let. c, 3 et 6 1 ^{re} phrase, « Mesures contre des loups isolés ».....	16
3.3 Art. 9 ^{ter} , « Tir isolé d'un loup d'une meute ».....	25
3.4 Art. 10, al. 3, « Indemnisation et prévention des dégâts »	27
3.5 Modification d'un autre acte (OROEM)	29
3.6 Demandes supplémentaires concernant la présente révision partielle de l'OChP	29
Annexe A Demandes concernant la prochaine révision de l'OChP	32
Anhang B Liste des participants.....	Fehler! Textmarke nicht definiert.

- Le Conseil fédéral a ouvert le 9 novembre 2022 la procédure de consultation sur la révision partielle de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (ordonnance sur la chasse, OChP ; RS 922.01). Jusqu'à la clôture de la procédure, 97 prises de position ont été reçues.
- Les grandes lignes du texte envoyé en consultation reçoivent le soutien d'une large majorité. De nombreux cantons considèrent que les modifications prévues apportent de la clarté et accroissent leur marge de manœuvre. Les organisations agricoles et les régions de montagne trouvent que la révision va dans la bonne direction, mais qu'elle ne va pas assez loin. Des participants œuvrant dans le domaine de la protection des espèces et des milieux naturels émettent des réserves sur certains points, tandis que les organisations de protection des animaux rejettent le texte.
- Sur le fond, la majorité approuve la possibilité d'abattre un jeune animal né l'année précédente, issu d'une meute ne se reproduisant pas (art. 4^{bis}, al. 1^{bis}). Néanmoins, de nombreuses réserves ont été émises et plusieurs modifications ont été souhaitées. La formulation des demandes d'informations complémentaires, notamment quant à la praticabilité, était sceptique.
- À l'occasion des commentaires sur l'art. 4^{bis}, al. 1^{bis}, divers avis ont été donnés sur l'actuel art. 4^{bis}, al. 1, alors que cet alinéa n'était pas inclus dans le texte envoyé en consultation. Les cantons de montagne en particulier ont plaidé en faveur de la possibilité d'abattre non pas au maximum la moitié mais jusqu'à deux tiers des jeunes animaux, si les meutes concernées se sont reproduites avec succès, c'est-à-dire en faveur d'une plus forte régulation.
- Certes l'art. 4^{bis}, al. 2, est approuvé sur le fond par une large majorité, mais de nombreuses modifications ou précisions ont été demandées concernant le seuil de dommages et la différence de prise en compte des dommages causés au bétail et aux petits ruminants.
- Une nette majorité approuve l'art. 4^{bis}, al. 3. Toutefois, des organisations de protection ont émis des réserves. Elles rejettent l'article dans sa formulation actuelle. En outre, plusieurs demandes de précision et d'adaptation ont été présentées.
- La possibilité d'abattre des loups isolés qui représentent un grave danger pour l'homme (art. 9^{bis}, al. 1) est très largement incontestée. Des précisions sont demandées.
- Une procédure accélérée en matière de tir de loups isolés qui causent des dommages (abaissement du seuil de dommages déterminant pour les tirs) (art. 9^{bis}, al. 2, let. c, et al. 3) reçoit le soutien d'une grande majorité. Les cantons de montagne et les organisations agricoles déplorent le fait que l'abaissement du seuil de dommages n'aille pas assez loin. Pour les organisations de protection des espèces et des milieux naturels, la prise en compte des camélidés du Nouveau-Monde en tant que bétail est discutable. La définition de « blesse gravement » n'est pas claire pour tous les participants. Des demandes de modification et de précision sont formulées en conséquence.
- La grande majorité ne conteste pas l'art. 9^{bis}, al. 6, 1^{re} phrase. Les cantons de montagne et les organisations agricoles demandent des modifications relatives au périmètre de tir.
- L'art. 9^{ter} reçoit le soutien d'une large majorité. Il est expressément approuvé par les cantons de montagne. Des précisions sont demandées concernant la définition de « danger important et imminent ».
- L'établissement d'un lien entre l'enregistrement des dégâts causés par le loup et l'actuelle banque de données sur le trafic des animaux (art. 10, al. 3) est soutenu sur le fond par une vaste majorité. De l'avis de plusieurs cantons, la problématique du vautour fauve ainsi que le fait que les camélidés du Nouveau-Monde ne soient pas enregistrés dans la banque de données sur le trafic des animaux et que les animaux perdus ne puissent pas être signalés font que cet article n'est pas encore applicable en l'état. Avant qu'il puisse entrer en vigueur, il faut résoudre les problèmes d'exécution.
- Plusieurs cantons alertent sur la pression accrue mise sur l'exécution en raison de la révision de l'OChP tandis que les ressources en personnel sont limitées et déjà fortement sollicitées. Selon

eux, il est urgent que la Confédération apporte une participation financière, faute de quoi la volonté politique se heurtera aux réalités de la politique financière.

- Plusieurs cantons, conférences cantonales et participants à la consultation évoquent d'autres questions d'exécution pressantes et thèmes importants. Ils partent du principe que ces points en suspens seront abordés dans le prolongement de la révision en cours ou effectuée de la loi sur la chasse et que les cantons seront impliqués dans ce processus.

1 TEXTE ENVOYÉ EN CONSULTATION

En date du 9 novembre 2022, le Conseil fédéral a ouvert la consultation sur la révision partielle de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (ordonnance sur la chasse, OChP ; RS 922.01). La consultation a duré jusqu'au 23 février 2023.

La population de loups en Suisse croît rapidement. Fin 2022, quelque 250 loups répartis en 26 meutes ont pu être confirmés ; fin 2021, il y avait environ 150 loups et 15 meutes de loups. En 2022, on dénombrait à peu près 1500 attaques d'animaux de rente (état fin octobre). La plus grande partie des animaux de rente tués concerne des moutons (plus de 90 %). Vu les problèmes auxquels fait face l'économie alpestre en raison de la croissance rapide des effectifs de loups et compte tenu de la nécessité d'agir, le Conseil fédéral a envoyé une modification de l'ordonnance sur la chasse en consultation. Cette modification vise à faciliter davantage le tir de loups. Le Conseil fédéral entend ainsi apaiser la situation à court terme dans les régions concernées, jusqu'à l'entrée en vigueur de la révision de la loi sur la chasse que le Parlement a adoptée le 16 décembre 2022.

Les modifications proposées concernent pour l'essentiel les points suivants :

- possibilité d'abattre des loups issus de meutes ne se reproduisant pas (art. 4^{bis}, al. 1^{bis}) ;
- possibilité d'abattre des loups isolés qui représentent un grave danger pour l'homme (art. 9^{bis}, al. 1) ;
- procédure accélérée en matière de tir de loups isolés qui causent des dommages (abaissement du seuil de dommages déterminant pour les tirs) (art. 9^{bis}, al. 2, let. c, et al. 3) ;
- prise en compte des animaux blessés de la catégorie des bovidés, des équidés et des camélidés du Nouveau-Monde dans l'évaluation des dommages causés par le loup (art. 4^{bis}, al. 2, et art. 9^{bis}, al. 3) ;
- établissement d'un lien entre l'enregistrement des dégâts causés par le loup et l'actuelle banque de données sur le trafic des animaux (art. 10, al. 3).

Au processus de révision est ajoutée la mise en œuvre de la demande du canton de Fribourg concernant une adaptation mineure de la fiche relative à la réserve d'oiseaux d'eau et de migrateurs « Chevroux jusqu'à Portalban FR/VD ».

2 AVIS REÇUS

Le dépouillement a compté 97 prises de position.

Cinq destinataires – l'organisation faîtière des PME suisses, l'Union patronale suisse, l'Association suisse pour le développement de l'agriculture et de l'espace rural, le Club alpin suisse et l'Association suisse des guides de montagne – ont renoncé à prendre position.

Tableau 2.1-1 Aperçu du nombre des avis reçus

	Nombre d'avis
Cantons	26
Conférences cantonales	4
Partis politiques	5
Organisations faîtières suisses	2
Commissions fédérales	1
Organisations et associations/groupements nationaux	
– Protection des espèces, de la nature, du paysage et de l'environnement	8
– Associations professionnelles	1
– Chasse	1
– Agriculture	14
– Protection des animaux	2
– Forêt	1
Organisations et associations régionales et locales	
– Agriculture	21
Instituts spécialisés et organisations scientifiques	1
Autres	3
Particuliers	7
Total	97

Plusieurs avis contiennent des demandes et des remarques portant sur une prochaine révision de l'OChP. Par souci de transparence, ces requêtes sont récapitulées à l'annexe A.

Un aperçu de tous les participants à la consultation et de leur sigle figure à l'annexe B.

Depuis l'entrée en vigueur de la révision de la loi sur la consultation (LCo) et de l'ordonnance sur la consultation (OCo), les avis exprimés sont également publiés sur le site Internet de la Chancellerie fédérale après l'expiration du délai de consultation (art. 9, al. 1, let. b, LCo et art. 16 OCo).

ÉVALUATION DU PROJET EN DÉTAIL

2.1 Art. 4^{bis}, al. 1^{bis}, 2 et 3, « Régulation du loup »

2.1.1 Art. 4^{bis}, al. 1^{bis}

Remarque préliminaire : Comme de nombreux participants l'ont constaté à juste titre, le nouvel article proposé qui permet d'abattre un jeune animal né l'année précédente, issu d'une meute sans reproduction, a été désigné à tort « art. 4^{bis}, al. 1^{bis} » dans le texte envoyé en consultation concernant la révision partielle de l'OChP. Le remaniement de celui-ci a permis de corriger cette erreur. L'actuel art. 4^{bis}, al. 1^{bis}, OChP demeure inchangé.

L'art. 4^{bis}, al. 1^{bis}, du texte envoyé en consultation est approuvé sur le fond par la majorité. Néanmoins, les commentaires incluaient de nombreuses demandes de modification ou de précision.

Tableau 2.1-1 Aperçu des modifications demandées et des remarques relatives à l'art. 4^{bis}, al. 1^{bis}

Participants	Avis	Propositions / Remarques
Nouvel art. 4^{bis}, al. 1^{bis}		
^{1bis} Les années sans reproduction, un jeune animal né l'année précédente peut être abattu dans les régions où la population de loups est assurée.		
AG, AI, BL, BS, FR, GE, JU, LU, NW, SG, SH, SO, SZ, TG, ZH, BE, NE, CFP, ZH Le Centre, UDC Bio Suisse, BOSS, BVCH, USP, PSL, PSBB, FSEO, SSAE, swissher, asep, SFS	Approbation	Ohne Änderungsanträge. Anmerkung (LU, ZH): Die Unterscheidung zwischen Jährlingen und Adulten ist schwierig. Die Vorgabe aus Gruppen von mindestens 3 Tieren zu schiessen, erschwert die Durchführung des Abschusses zusätzlich. Anmerkung (BE): Im Hinblick auf den Vollzug ist im erläuternden Bericht zu erklären, was mit dem Abschuss eines Jungtiers «soweit möglich nur aus Gruppen von mindestens drei Wölfen» gemeint ist.
TI	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: Die Kantone brauchen mehr Handlungsspielraum um solche Abschüsse tätigen zu können (z.B. die Hälfte des Rudels kann erlegt werden)
AR	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Vorbehalt: Eingriffe in Wolfbestand müssen vollzugstauglich sein. Die Unterscheidung zwischen Jährlingen und Adulten ist schwierig. Die Vorgabe aus Gruppen von mindestens 3 Tieren zu schiessen, erschwert die Durchführung des Abschusses zusätzlich.
GL, GR, OW, VD, VS, UR, COSAC, CDCA, CGCA ASPTcontreGP, USPF	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées ASPTcontreGP : remaniement en profondeur	Antrag: «...gesichert ist, <u>bis zur Hälfte (VD: höchstens die Hälfte) der Jungtiere, die im Vorjahr geboren wurden, ein Jungtier, das im Vorjahr geboren wurde, erlegt werden.</u> » Vorbehalt VS, VD: Die Unterscheidung zwischen Jährlingen und Adulten ist schwierig. Die Vorgabe aus Gruppen von mindestens 3 Tieren zu schiessen, erschwert die Durchführung des Abschusses zusätzlich. Vorbehalt VD: Die Kantone werden am 1. Juli 2023 nicht über objektive Kriterien verfügen, um zu definieren, ob eine Wolfspopulation gesichert ist.
CDCA/COSAC	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag (Erläuterungsbericht): Streichen: « <u>Bei der Anwendung von Absatz 1bis soll der Abschuss eines Jungtiers, das im Vorjahr geboren ist, soweit möglich nur aus Gruppen von mindestens drei Wölfen getätigt werden.</u> »
FSEC	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: Eingriffe müssen auch in kleineren Gruppen als in Dreiergruppen möglich sein.
FSEC	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: Ab einer gewissen Rudelgrösse muss eine Regulierung auch ohne Fortpflanzung möglich sein
SAB	Approbation avec réserves	Antrag: In Jahren ohne Fortpflanzung sollen in Regionen mit gesichertem Wolfbestand Tiere (Jungtiere wie Elterntiere) erlegt werden.
BirdLife, FFW, Pro Natura, GLS, Pusch, WWF, VERT-E-S, PVL, oejv.ch	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées Oejv.ch : remaniement en profondeur	Antrag: Regelung soll nur bei Vorliegen grosser Schäden gelten, sich ausschliesslich auf Jungtiere des Vorjahres (GLP: «und des schadenstiftenden Rudels») beziehen, und der Wolfsbestand soll auch lokal durch den Eingriff nicht gefährdet werden.
zoosuisse	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: Regelung soll nur bei Vorliegen von grossen Schäden gelten, und Abschüsse nur aus dem gesamten Rudel möglich sein

BirdLife, FFW, Pro Natura, GLS, Pusch, WWF, VERT-E-S, PVL, PS	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Vorbehalt: Die Nennung der Hauptkompartimente (oder auch der Teilkompartimente) im Zusammenhang mit den Regionen, in denen der Wolfbestand gesichert sein muss, sowie der Verweis auf den nicht verbindlichen Bericht der Alpenkonvention sei nicht zielführend.
GLS	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées Oejv.ch : remaniement en profondeur	Antrag: Neuer Abs. 5: «Die Regulierung von Wölfen darf ihre regionalen Bestände nicht gefährden». Begründung: Die Bedingung, dass der Wolfbestand in der Region gesichert sein muss, muss grundsätzlich für alle Eingriffe in den Wolfbestand zutreffen.
CHWOLF, PSA, TIR	Rejet	Antrag: Art. 4 ^{bis} Abs. 1 ^{bis} streichen.
VS	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: Kanton Wallis soll als eigenständiges Kompartiment betrachtet werden.
CGCA, GL, GR OW, UR, VS	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Die individuelle Berücksichtigung der Wolfssituation auf regionaler Ebene, wie dies in den Erläuterungen zu Art. 4bis Abs. 1bis zum Ausdruck kommt, wird ausdrücklich begrüsst. Antrag: «...insbesondere sollen die Kantone bei Rudeln, deren Territorien vollständig im Kantonsgebiet liegen, den Handlungsspielraum ungeachtet der Situation in anderen Landesteilen ausschöpfen können, solange ein Mindestbestand im eigenen Kanton gesichert ist.»

2.1.2 Art. 4^{bis}, al. 2

² Une régulation en cas de dommages causés aux animaux de rente est admissible si en quatre mois, sur le territoire d'une meute de loups, au moins dix animaux de rente ont été tués ou au moins deux bovidés, équidés ou camélidés du Nouveau-Monde ont été tués ou gravement blessés. Pour l'évaluation des dommages, l'art. 9^{bis}, al. 4, s'applique par analogie.

La grande majorité des participants approuvent l'art. 4^{bis}, al. 2, sur le fond, mais de nombreuses réserves et demandes de modification ou de précision ont été ajoutées.

Tableau 2.1-2 Aperçu des modifications demandées et des remarques relatives à l'art. 4^{bis}, al. 2

Participants	Avis	Propositions / Remarques
AG, AI, AR, BE, BL, BS, GE, JU, LU, NE, NW, SG, SH, SO, SZ, TG, VD, ZG, CFP VERT-E-S, Le Centre BioSuisse, asep	Approbation	Ohne Änderungsanträge
CHWOLF	Approbation avec réserve/Modifica- tions souhaitées	Antrag: « oder schwer verletzt » streichen Die Beurteilung, ab wann eine Verletzung schwer ist, ist individuell und Ver- letzungen können fälschlicherweise dem Wolf zugeschrieben werden
FR, GL, ZH BOSS, BVCH, USPF, USP, PSBB, SSAE, FSEO, swissher, SAB	Approbation avec réserve/Modifica- tions souhaitées	Antrag: Das Wort « <i>schwer</i> » bei « schwer verletzt» streichen Jede Verletzung zeugt von einem Angriff und soll daher bei der Schaden- schwelle berücksichtigt werden.
ZH	Approbation avec réserve/Modifica- tions souhaitées	Antrag: «getötet» ergänzen durch « <i>verletzt oder getötet</i> »
UDC BOSS, BVCH, USP, PSBB, FSEO, FSEC, swissher	Approbation avec réserve/Modifica- tions souhaitées	Antrag: Es sind <i>alle</i> verletzten Tiere anzurechnen, auch Schafe und Ziegen
SSPR, FSBC	Approbation avec réserves	Antrag: die Kleinen Wiederkäuer sind überall gleich wie die grösseren Nutztiere zu behandeln.
UDC BOSS, BVCH, USP, PSBB	Approbation avec réserve/Modifica- tions souhaitées	Antrag: « <i>Nicht mehr auffindbare Tiere nach Wolfsangriffen werden den ge- töteten und verletzten Tieren gleichgestellt</i> » (bei allen Nutztieren, auch Schafe und Ziegen).
TI	Approbation avec réserve/Modifica- tions souhaitées	Antrag: « <i>Uniformare le categorie di animali secondo l'art. 10quinquies</i> »
PSA	Approbation avec réserve/Modifica- tions souhaitées	Antrag: Neuweltkameliden sind wie Schafe und Ziegen zu behandeln. Sie entsprechen dem Beuteschema eines Schafes. Auch beim Beratungs- und Gesundheitsdienst für Kleinwiederkäuer BGK sind Neuweltkameliden als Kleinwiederkäuer geführt. Zudem ist die Haltung von Lamas und Alpa- kas kein «Bestandteil der konventionellen und traditionellen Landwirt- schaft», welche gemäss Wolfkonzept Grund für Wolfsmanagement ist.
VS	Approbation avec réserve/Modifica- tions souhaitées	Antrag: Schadenschwelle für Regulierung und Einzelabschuss soll gleich sein.
UDC BOSS, BVCH, USPF, USP, PSL,	Approbation avec réserve/Modifica- tions souhaitées	Antrag: Senkung der Schadenschwelle bei Nutztieren von 10 getöteten Tieren auf 5.

PSBB, SSAE, FSEO, COSAC, CDAC, GL, swiss-her, SAB		
UDC BOSS, BVCH, USPF, USP, PSL, PSBB, SSAE, FSEO, swiss-her, SAB	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: «oder <u>zwei ein</u> Tier der Rindergattung oder Pferdegattung..... Bei diesen Tieren wird eine Nulltoleranz-Strategie gefordert
GL, TI, COSAC, CDCA	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: «...oder <u>zwei ein</u> Tier der Rindergattung oder Pferdegattung oder <u>von Equiden, Neuweltkameliden oder kommerziellen Hirschhaltungen</u> getötet oder <u>schwer</u> verletzt worden sind.
VS, UR, OW, GR, GL, TI, CGCA	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: "... <i>innerhalb von 4 Monaten mindestens 10 Nutztiere getötet worden oder ein Tier der <u>gezüchteten Hirschgattung</u>, der Rinder- oder Pferdegattung oder Neuweltkameliden getötet oder schwer verletzt worden sind.</i> ...» OW: In Abweichung zur RKGK beantragt der Kanton OW die Streichung von «Tiere der Hirschgattung». Hirsche sind die natürliche Beute der Wölfe. Sie können nicht unterscheiden zwischen Gatterhirschen und wilden Hirschen. Wenn Gatterhirsche für einen Wolf erreichbar sind, dann liegen Defizite in der Umzäunung vor, die vom Bewirtschafter behoben werden müssen.
PVL	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: Es braucht eine klare Definition für «schwer verletzt»
ASPTcontreGP	Remaniement en profondeur	Antrag: « Eine Regulierung bei Schäden an Nutztierbeständen ist zulässig, wenn im Streifgebiet eines Wolfsrudels innerhalb von vier Monaten mindestens 2 <i>Angriffe</i> auf Nutztiere ...erfolgten. <u>Begründung:</u> Das Konzept der «Anzahl getöteter oder verletzten Nutztiere» muss dringend durch die «Anzahl erfolgter Angriffe» ersetzt werden
BirdLife, FFW, GLS, Pro Natura, Pusch, WWF, PS, oejv.ch, zoosuisse	Remaniement en profondeur	Antrag: Es braucht eine klare Definition für «schwer verletzt» (SP, Zoo Schweiz: «mit messbaren Kriterien genauer definieren»))
Birdlife, FFW, GLS, Pro Natura, Pusch, WWF, oejv.ch, zoosuisse	Remaniement en profondeur	Vorbehalt (sinngemäss): Lamas und Alpakas stellen in der Schweiz keinen Bestandteil der konventionellen und traditionellen Landwirtschaft dar, welche im Wolfskonzept die Basis darstellt für das Wolfsmanagement. Fraglich, ob Risse dieser Tiere für Abschüsse und Regulierungen einer geschützten einheimischen Tierart angerechnet werden sollen.
FSEC	Remaniement en profondeur	Antrag: «schwer» bei «schwer verletzt» streichen. Antrag: Auch bei Kleinwiederkäuern sind verletzte Tiere anzurechnen. Antrag: Euthanasierte verletzte Tiere sind anzurechnen. Antrag: Mit Hilfe der Tiermedizin gerettete Tiere müssen angerechnet werden.

PVL, SP TIR	Rejet	Die Haltung von Neuweltkameliden entspricht nicht der «konventionellen und traditionellen Tierhaltung im Berggebiet» und widerspricht der Grundidee des Wolfsmanagement gemäss Konzept Wolf Schweiz (S. 4)
TIR	Rejet	«schwer verletzt» ist nicht hinreichend klar formuliert.

2.1.3 Art. 4^{bis}, al. 3

³ Une régulation en cas de grave danger pour l'homme est en particulier admissible si, de leur propre initiative, des loups d'une meute s'approchent régulièrement de zones habitées ou y pénètrent en se montrant trop peu farouches ou agressifs envers l'homme.

Une nette majorité approuve l'art. 4^{bis}, al. 3. Toutefois, des organisations de protection ont émis des réserves. Elles rejettent l'article dans sa forme actuelle. En outre, plusieurs demandes de précision et d'adaptation ont été présentées.

Tableau 2.1-3 Aperçu des modifications demandées et des remarques relatives à l'art. 4^{bis}, al. 3

Participants	Avis	Propositions / Remarques
AI, AG, AR, BE, BL, BS, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, UR, VS, ZG CGCA, CFP, CO-SAC, CDCA Le Centre BioSuisse, BOSS, BVCH, USPF, USP, PSL, PSBB, swissher, asef	Approbation	RKGK, UR: Die weite Fassung mit beispielhafter Aufzählung der möglichen Tatbestände ist sinnvoll und wird begrüsst. BOSS, BVCH, SBV, SRP, swissher: Der Begriff «zu wenig scheu» muss noch etwas mehr Gewicht erhalten.
FR	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Il est important de bien définir les termes de « grave danger ». <i>Si les critères d'évaluation de la dangerosité du loup (annexe 5 du Plan Loup Suisse) ne changent pas, nous soutenons cette disposition.</i>
TI	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: È opportuno che venga definito cosa si intende per comportamento che può risultare un "grave pericolo per l'uomo". Tenuto conto dell'evoluzione della situazione in Svizzera <i>si ritiene necessario e opportuno che venga rivisto e aggiornato l'Allegato 5 della Strategia lupo svizzera.</i>
ZH	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: «erheblich» weglassen.
CHWOLF	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: «zu wenig scheu» streichen.
FSEO, FSEC	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: Der Begriff «zu wenig scheu» muss mehr Gewicht erhalten und präziser definiert werden.
VERT-E-S, PS	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: «zu wenig scheu» und «aggressiv» klarer definieren. Zum Beispiel als Verhalten der Stufe rot (=unerwünscht) der Verhaltenskategorien im Anhang 5 des geltenden Wolfskonzepts.
SSEA, SAB	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: Streichen von «regelmässig».
FSEO	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Antrag: «...sich an erkennbare Personen auf unter 50m, an Siedlungen und Höfe unter 200m annähern.»

VD	Remaniement en profondeur	Antrag: « <i>La notion "de leur propre initiative" est incompréhensible et doit, soit être clarifiée dans le rapport explicatif, soit être supprimée.</i> »
VD	Remaniement en profondeur	Antrag: La notion "trop peu farouches" est difficilement objectivable, seul le critère "agressifs envers l'homme" devrait être pris en compte pour décider d'un tir.
ASPTcontreGP	Remaniement en profondeur	Antrag: Wölfe in und um Siedlungen sind in keiner Weise zu dulden
Birdlife, FFW, GLS, Pro Natura, Pusch, PSA, WWF, oejv.ch, zoosuisse PVL	Rejet	Antrag: Das Wort «insbesondere» ist zu streichen Es öffnet zu viel Interpretationsspielraum für angeblich problematisches Verhalten.
TIR	Rejet	Anmerkung: Angriffe von Wölfen auf Menschen sind in der Schweiz unbekannt. Gefährdung des Menschen kann demnach weitgehend ausgeschlossen werden.

2.2 Art. 9^{bis}, al. 1, 2, let. c, 3 et 6, 1^{re} phrase, « Mesures contre des loups isolés »

2.2.1 Art. 9^{bis}, al. 1

¹ Les cantons peuvent accorder une autorisation de tir pour des loups isolés, qui ne vivent pas en meute, et qui causent d'importants dommages aux animaux de rente ou représentent un grave danger pour l'homme.

La grande majorité des participants ne contestent pas l'art. 9^{bis}, al. 1. Néanmoins, un bon nombre de remarques et de demandes de modification ou de précision ont été formulées.

Tableau 2.2-1 Aperçu des modifications demandées et des remarques relatives à l'art. 9^{bis}, al. 1

Participants	Avis	Propositions / Remarques
AG, BS, FR, GE, JU, NE, NW, SG, SO, SZ, TG, ZG SAB BioSuisse, USP, SSPR, BOSS, BVCH, Vache mère Suisse, SSEA, PSL, PSBB, FSEO, swissherdbook, VSB BirdLife, FFW, GLS, ProNatura, Pusch, PSA, CHWOLF, WWF, zoosuisse SFS, oejv.ch, asej	Approbation	Ohne Änderungsanträge SBV, BVCH, Mutterkuh Schweiz, SRP, swissherdbook: die Änderung ist zwingend. GWS: Wir befürworten diese Änderung grundsätzlich, da sie einen gezielten Eingriff gegen Wölfe mit einem unerwünschten Verhalten zulässt und die Rudel gegenüber der geltenden JSV damit sogar eher besser schützt.
CGCA, GL, GR, OW, UR	Approbation	Die Anpassung dieser Bestimmung ist eine echte Weiterentwicklung gegenüber heute und wird unterstützt. Allenfalls wäre noch zu präzisieren, wann ein Wolf nicht mehr zu einem Rudel gehört, denn Einzelwölfe, die von einem Rudel verstossen worden sind, streifen mitunter noch immer in Rudelrevieren herum.
FSEC	Approbation avec réserve	Vorbehalt: Diese Anpassung ist zu befürworten. Es ist allerdings nicht immer klar, ob ein Wolf zu einem Rudel gehört oder nicht. Aus diesem Grund ist dies so nicht umsetzbar. Der Ansatz ist zwar richtig, die Fehlerquote kann aber gross sein und darf bei Abschüssen nicht gewichtet werden.

AI, AR, BL, LU, SH, VS CFP	BL, LU, SH, CFP : Approbation AR, VS : Approbation avec réserve	Präzisieren: Die Erläuterungen führen aus, dass die Einschätzung, welcher Wolf einem Rudel zugehörig ist, plausibel dargelegt werden soll (...). Das mögliche Vorgehen (...) muss unbedingt vor dem Hintergrund der bereits gemachten Vollzugserfahrungen der Kantone diskutiert werden. Es gilt zu vermeiden, dass die kantonalen Verwaltungen/Vollzugsstellen und ihre Mitarbeitenden mit Anforderungen konfrontiert werden, die nicht umsetzbar sind. AI, KWL: Klärung/Erläuterung dieser Präzisierung nach Veröffentlichung der neuen JSV i.R.d. bereits stattfindenden Gespräche mit dem BAFU.
TI	Approbation avec réserve	Die konkrete Definition von "Nicht-Zugehörigkeit" eines Wolfes zu einem Rudel ist sehr schwierig. Angesichts der objektiven Schwierigkeit, diese Wölfe zu identifizieren, muss den Kantonen ein angemessener Spielraum eingeräumt werden.
ZH	Approbation avec réserve	Antrag: «nicht zu einem Rudel gehörende» weglassen. Präzisionsantrag analog AI, AR, BL, LU, SH, VS
VD	Approbation avec réserve	Vorbehalt: In der Praxis wird es schwierig sein, einzelne Wölfe zu unterscheiden (Rudel oder durchziehende Wölfe).
COSAC, CDCA	Remaniement en profondeur	Änderungsantrag: «Der Kanton kann eine Abschussbewilligung für einzelne, nicht zu einem Rudel gehörende Wölfe erteilen, die erheblichen Schaden an Nutztieren anrichten oder Menschen erheblich gefährden.» Antrag > Erläuternder Bericht: Satz streichen: « Damit allerdings Fehlabschüsse (...) braucht es eine enge Überwachung des Wolfbestands in einer Region ». Auf die Forderung nach einer engen Überwachung des Wolfsbestandes in einer Region, wie im erläuternden Bericht ausgeführt, ist zu verzichten. Die Kantone haben dafür keine Ressourcen.
TIR	Rejet	Warum die vorliegende Bestimmung geändert werden soll, obwohl das BAFU die Gefährdung von Menschen durch Einzelwölfe als «nicht zu erwarten» qualifiziert, ist fraglich.

2.2.2 Art. 9^{bis}, al. 2, let. c

² Un loup isolé cause d'importants dommages aux animaux de rente lorsque, sur son territoire, il tue :

c. au moins 8 animaux de rente en quatre mois, alors que des congénères ont déjà causé des dommages auparavant.

L'art. 9^{bis}, al. 2, let. c, est très majoritairement incontesté sur le fond. Il a toutefois fait l'objet de plusieurs remarques et demandes de modification ou de précision.

Tableau 2.2-2 Aperçu des modifications demandées et des remarques relatives à l'art. 9^{bis}, al. 2, let. c

Participants	Avis	Propositions / Remarques
AG, FR, GE, JU, NE, NW, SO, SZ, TG, VD, ZH BioSuisse, SFS, asep	Approbation FR : Approbation avec réserve	Ohne Änderungsanträge FR: Die vorgesehene Limite ist als Kompromisslösung sinnvoll.
BL, BS	Approbation	Grundsätzlich wird Bst. c gutgeheissen. Präzisieren: was bedeutet «früher»?
AI, AR, BE, LU, SH, CFP	Approbation TI : Approbation avec réserve	Grundsätzlich wird Bst. c gutgeheissen. AI, AR, BE, LU, SH, TI, KWL: Die Schadschwelle gerissener Nutztiere ist von 10 auf 8 gesenkt worden. Für die Umsetzung im Vollzug ist hierbei zu erwarten, dass der Druck, einen Abschuss zu tätigen, und somit auch der Druck auf die Jagdverwaltungen und ihre Mitarbeitenden im Feld steigt (...). Da viele Kantone keine zusätzlichen Mittel für den Vollzug der vorliegenden Gesetzgebung haben, ist eine finanzielle Beteiligung des Bundes dringend angezeigt. BE, TI: Antrag. Erläuternder Bericht Kap. 7 Auswirkungen auf Kantone: Es ist mit einem wesentlichen zusätzlichen Vollzugsaufwand für die Kantone zu rechnen. Der Bund beteiligt sich an den zusätzlich entstehenden Kosten. AR: Herausforderung: Es muss sichergestellt werden, dass die Schadschwelle durch Wölfe an Nutztieren so hoch bleibt, dass sie nur durch "wiederholte Wolfs-Angriffe" erreicht werden kann und nicht bereits durch Einzelereignisse, also einen einzelnen Angriff von Wölfen auf Nutztiere. Nur so lässt sich der Vollzugsaufwand durch die Jagdverwaltungen bewerkstelligen.

<p>GL, GR, OW, UR, TI, VS COSAC, CDCA, CGCA SSEA, FSEO, VSB</p>	<p>Approbation avec réserve</p>	<p>Diese Bestimmung ist eine Weiterentwicklung gegenüber heute und wird grundsätzlich unterstützt, jedoch mit Anpassungen. Antrag: Der Riss auf 5 Nutztieren reduzieren. (SSZV, VSB: höchstens 5) (SAB, SAV: mindestens 5 Nutztiere) Bemerkung: Es ist unverständlich und den Bewirtschafterinnen und Bewirtschaftern nicht zumutbar, dass eine Wiederholung des Tatbestands erwartet wird, damit ein Einzelwolf geschossen werden kann. RKGK, TI: Gegebenenfalls könnten auch differenzierte Schwellenwerte für gerissene Schafe (höherer Schwellenwert) und gerissene Ziegen (niedrigerer Schwellenwert) in Erwägung gezogen werden. KOLAS, LDK: 2. Satzteil («...nachdem früher bereits Schäden durch Wölfe...») streichen. TI: Zeitraum für die Zählung der Beutetiere verkürzen auf beispielsweise 2-3 Monate.</p>
<p>AI</p>	<p>Approbation</p>	<p>Bemerkung «nach der Veröffentlichung der neuen Verordnung i.R.d. bereits stattfindenden Gespräche mit dem BAFU weiter zu erläutern/klären»: Schadschwelle gerissener Nutztiere auf 5 senken.</p>
<p>SG, ZG</p>	<p>Approbation avec réserve</p>	<p>Antrag: Die Schadgrenze von 8 Nutztieren soll unabhängig von früheren Schäden gelten; der zweite Teilsatz ist zu streichen. ZG: Da Einzeltiere wandern, kann der Kausalzusammenhang zwischen früheren Rissen und einem Einzeltier nur sehr schwer erstellt werden (nur über DNA-Proben möglich).</p>
<p>USP, BOSS, BVCH, Vache mère Suisse, PSBB, swissherd- book</p>	<p>Approbation avec réserve</p>	<p>Antrag: Die Schadschwelle ist auf höchstens 5, besser 3 Nutztiere zu reduzieren. Zudem sollen die nach einem Wolfsangriff nicht mehr auffindbaren Nutztiere berücksichtigt werden.</p>

USP, BOSS, BVCH, Vache mère Suisse, PSL, PSBB, FSEO, FSEC, swissherd-book, VSB	Approbation avec réserve	<p>Antrag: Die Schadenschwellen in den Bst. a und b sind ebenfalls deutlich zu senken.</p> <p>Die Bearbeitung und Beurteilung von Rudelangriffen durch das BAFU dauert viel zu lange.</p>
FSBC	Approbation avec réserve	<p>Antrag: zu c. mindestens 8 Nutztiere innerhalb von vier Monaten getötet <u>oder schwer verletzt</u> werden, nachdem früher bereits Schäden durch Wölfe zu verzeichnen waren.»</p>
BirdLife, FFW, ProNatura, Pusch, PSA, WWF, oejv.ch	Approbation avec réserve	<p>Eine weitere Senkung der Schadensschwelle für Einzelwolfabschüsse wird abgelehnt, sofern diese nicht explizit in der Verordnung an die Bedingung gekoppelt wird, dass die genannte Anzahl Tiere im Rahmen von mind. 2 Angriffen gerissen wurde.</p> <p>BirdLife Vorschlag: «mindestens 8 Nutztiere innerhalb von vier Monaten <u>in mindestens zwei Angriffen</u> getötet werden,...».</p>
FSEC	Remaniement en profondeur	<p>Die Schadensschwelle ist auch nach der Anpassung noch viel zu hoch. Die Erklärung in der Erläuterung, dass der Bund nicht auf 5 senken kann, ist unverständlich und zeigt die Distanz der Behörden zur Realität. Diese Grenze muss unbedingt auf 3 Tiere gesenkt werden (besser noch tiefer). (...) Zudem sollen die nach einem Wolfsangriff nicht mehr auffindbaren Nutztiere berücksichtigt werden.</p>
TIR, CHWOLF, zoosuisse	Rejet	<p>Anmerkungen</p> <p>TIR und ZooSchweiz: Nicht nachvollziehbar, weshalb die Schadensschwelle gesenkt werden sollte, nachdem keine Anzeichen dafür vorliegen, dass sich das Verhalten der Wölfe oder die Wirksamkeit von Herdenschutzmassnahmen seit 2021 massgeblich verändert hätten.</p> <p>TIR: Die aus der Revision des vorliegenden Artikels resultierende Erleichterung des Wolfsabschusses ohne wissenschaftliche Grundlage ist nicht haltbar und erscheint willkürlich.</p> <p>Verein CHWOLF: Bereits im Jahr 2021 wurde in einer ersten Revision der JSV die Schadensschwelle von 15 auf 10 gesenkt. (...) Eine weitere Senkung der Schadensschwelle auf 8 würde zu noch viel mehr Abschussbewilligungen führen. Wir bezweifeln, dass diese erneute massive Lockerung des Wolfsschutzes noch mit der Berner Konvention vereinbar ist.</p>
GLS	Rejet	<p>Anmerkung: Eine weitere Senkung der Schadensschwelle für Einzelwolfabschüsse lehnen wir ab, sofern diese nicht explizit in der Verordnung an die Bedingung gekoppelt wird, dass die genannte Anzahl Tiere im Rahmen von mind. 2 Angriffen gerissen wurden. Es wurde seitens der 14 Verbände explizit eine Verknüpfung mit mehreren Angriffsereignissen gefordert, nicht nur eine simple Senkung der Schadensschwelle.</p>

Ne figure pas dans le tableau : SSPR, car la réserve formulée n'est pas claire.

2.2.3 Art. 9^{bis}, al. 3

³ S'agissant des bovidés, des équidés et des camélidés du Nouveau-Monde, un loup isolé cause d'importants dommages lorsqu'il tue ou blesse gravement au moins deux animaux de rente en quatre mois.

L'art. 9^{bis}, al. 3, est controversé. De nombreuses remarques et demandes de modification ou de précision ont été reçues.

Tableau 2.2-3 Aperçu des modifications demandées et des remarques relatives à l'art. 9^{bis}, al. 3

Participants	Avis	Anträge / Bemerkungen
AG, AR, BE, BL, BS, GE, JU, NE, NW, SG, SH, SO, SZ, TG, VD, VS, ZG, ZH BioSuisse, SFS, asep	Approbation	Ohne Änderungsanträge
FR, GL, COSAC, CDAC, SAB USP, BOSS, BVCH, Vache mère Suisse, SSEA, PSBB, FSEO, FSEC, swissherdbook	Approbation avec réserve	Antrag: Das Wort «schwer» streichen. Der Begriff «schwer» verletzt ist in der Praxis schwierig umzusetzen. Es müssen alle verletzten Tiere unabhängig von der Schwere der Verletzungen angerechnet werden.
CGCA, GL, GR, TI, UR COSAC, CDCA	Approbation avec réserve	Antrag: (RKGK, GL, GR, UR): Bei Tieren der <u>gezüchteten Hirschgattung</u> , Rinder- und Pferdegattung sowie bei Neuweltkameliden liegt ein erheblicher Schaden vor, wenn durch einen einzelnen Wolf innerhalb von vier Monaten <u>ein Nutztier mindestens zwei Nutztiere</u> getötet oder schwer verletzt wurde. Antrag: (KOLAS, LDK): Bei Tieren der Rinder- und Pferdegattung, so <u>wie bei Neuweltkameliden und kommerziellen Hirschhaltungen</u> liegt ein erheblicher Schaden vor, wenn durch einen einzelnen Wolf innerhalb von vier Monaten <u>ein Nutztier mindestens zwei Nutztiere</u> getötet oder schwer verletzt wurde. Bemerkung (alle): Bei Angriffen auf diese Tierarten muss eine Nulltoleranz gelten. Antrag: (TI) Vereinheitlichung der Tierkategorien nach Artikel 10quinquies. Der Begriff «schwer verletzt» muss im Wolfskonzept detailliert geklärt werden.
OW	Approbation avec réserve	Antrag: (OW) beantragt die Streichung von Tieren der Hirschgattung. Hirsche seien die natürliche Beute der Wölfe. Der Wolf könne nicht unterscheiden zwischen Gatterhirschen und wilden Hirschen. Wenn Gatterhirsche für einen Wolf erreichbar seien, dann liegen Defizite in der Umzäunung vor, die vom Bewirtschafter behoben werden müssen.

SSPR, PSL, VSB	Approbation avec réserve	Antrag: Die Anpassung geht in die richtige Richtung, indem auch schwer verletzte Tiere angerechnet werden.
SAB, SSEA, FSEO, FSEC	Approbation avec réserve	Antrag: Die Anpassung geht in die richtige Richtung. Die Anzahl getöteter Nutztiere ist jedoch auf 1 zu reduzieren.
FSEO, FSEC, SSPR, VSB	Approbation avec réserve	Die Ausklammerung der Kleinwiederkäuer ist diskriminierend. Auch diese Tieren leiden, wenn sie verletzt werden.
PSA, zoosuisse	Approbation avec réserve	STS: Es muss klarer definiert sein, was unter einer "schweren Verletzung" verstanden wird. Neuweltkameliden sind von Rinder- und Pferdeartigen zu trennen und wie Schafe und Ziegen zu behandeln. Besonders Alpacas entsprechen weitgehend dem Beuteschema eines Schafes und nicht beispielweise einer Mutterkuh. ZooSchweiz: Rinder/Pferde und Neuweltkameliden als Grossvieh gleichzusetzen ist aus unserer Sicht fragwürdig, weil Neuweltkameliden als Kleinwiederkäuer gelten. Zudem klarer und nach messbaren Kriterien definieren, was unter "schwer verletzt" verstanden wird.
BirdLife, FFW, GLS, ProNatura, Pusch, WWF, oejv.ch	Remaniement en profondeur	Es muss klarer definiert sein, was unter einer «schweren Verletzung» verstanden wird. Die Anrechnung von Neuweltkameliden als Grossvieh ist fragwürdig. Lamas und Alpakas stellen in der Schweiz keinen Bestandteil der konventionellen und traditionellen Landwirtschaft dar, (...). Fraglich, ob Risse dieser Tiere für Abschüsse und Regulierungen einer geschützten einheimischen Tierart angerechnet werden sollen.
CHWOLF	Remaniement en profondeur	Die Beurteilung ab wann eine Verletzung als schwer gilt, ist sehr individuell und wird von jedem Tierarzt oder Tierhalter anders beurteilt.
TIR	Rejet	Siehe Bemerkung bei Art. 4bis Abs. 2

2.2.4 Art. 9^{bis}, al. 6, 1^{re} phrase

⁶ L'autorisation de tir doit servir à empêcher que les animaux de rente ne subissent d'autres dommages et que l'homme n'encoure d'autres graves dangers en raison de ce loup. ...

À une grande majorité, l'art. 9^{bis}, al. 6, 1^{re} phrase, n'est pas contesté. Il a donné lieu à quelques remarques et demandes de modification ou de précision.

Tableau 2.2-4 Aperçu des modifications demandées et des remarques relatives à l'art. 9^{bis}, al. 6, 1^{re} phrase

Participants	Avis	Propositions / Remarques
AG, AR, BE, BL, BS, FR, GE, JU, NE, NW, SH, SO, SZ, TG, ZG, ZH SAB BioSuisse, USP, SSPR, BOSS, BVCH, Vache mère Suisse, SSEA, PSL, PSBB, FSEO, FSEC, swissherd- book, VBS BirdLife, FFW, GLS, ProNatura, Pusch, PSA, CHWOLF, WWF, zoosuisse SFS, oejv.ch, asej	Approbation	Ohne Änderungsanträge
VD, USP, BOSS ; swissherdbook		Hinweis: die Texte der deutschen und französischen Fassung stimmen nicht überein. «L'autorisation de tir doit servir à empêcher que les animaux de rente ne subissent d'autres dommages et/ou que l'homme n'encourt d'autres graves dangers en raison de ce loup». (Die deutsche Vorlage ist diesbezüglich richtig formuliert).

CGCA, GL, GR, UR, TI, COSAC, CDCA	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	<p>Antrag: «⁶Die Abschussbewilligung muss der Verhütung weiteren Schadens an Nutztieren oder der Verhütung weiterer erheblicher Gefährdung der Menschen durch diesen Wolf dienen. Sie ist auf längstens 60 Tage zu befristen sowie auf einen angemessenen Abschussperimeter zu beschränken. Dieser entspricht dem Alpperimeter, wenn dort keine zumutbaren Schutzmassnahmen ergriffen werden können <u>Streifgebiet des zu erlegenden Einzelwolfs.</u>» (KOLAS, LDK: <i>Streifgebiet des Wolfs</i>)</p> <p>Die unterschiedliche Abgrenzung des Abschussperimeters bei Wolfsrudeln und Einzelwölfen im Falle von Schäden auf nicht zumutbar schützbar Alpen ist nicht nachvollziehbar und muss in beiden Fällen im Grundsatz nach dem Streifgebiet der schadenstiftenden Tiere erfolgen. Wie die schweizweite Praxis zeigt, ist der Abschuss von schadenstiftenden Einzelwölfen während der Sömmerung ausserordentlich schwierig. Wird weiterhin der Abschuss nur auf nicht schützbar Alpperimeter beschränkt, darf ein zum Abschuss freigegebener Wolf nicht erlegt werden, wenn er nach Verfügung seines Abschusses auf einer schützbar Nachbarsalp geschützte Schafe reisst. Dies widerspricht eindeutig dem eigentlichen Ziel der Verhütung weiterer Schäden.</p>
VS	Approbation avec réserve	<p>Antrag: Die «Beschränkung auf einen angemessenen Abschussperimeter» muss überdacht werden: Abschussperimeter in Abhängigkeit von den Gebieten mit menschlichen Aktivitäten und dem Perimeter der potenziellen Bedrohung, nicht von den Perimetern der Almen, aber auch nicht grösser als der Lebensraum des Individuums.</p>
OW	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	<p>Antrag (OW, in Abweichung zur Stellungnahme der RKGK) Eine massvolle Ausdehnung des Abschussperimeters ist dann sinnvoll, wenn dadurch die Chancen auf einen ressourcenschonenden Abschuss erhöht werden können. Jedoch soll ein Abschussperimeter keine ungeschützten Alpen einschliessen, auf denen aus Gründen des Wildtierschutzes (Vermeidung der Übertragung von Krankheiten), der Biodiversität (Erhaltung von seltenen, hochalpinen Vegetationstypen) oder der Naturgefahren (Verhinderung von Erosion durch Beweidung) von einer Bestossung grundsätzlich abgesehen werden sollte.</p>
SG	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	<p>Antrag: Der Perimeter ist wesentlich grösser zu definieren, damit die Abschussbewilligung erfolgreich umgesetzt werden kann. Er muss sich auch auf geschützte Nachbaralpen erstrecken.</p>
TIR	Rejet	<p>Warum die vorliegende Bestimmung geändert werden soll, obwohl das BAFU die Gefährdung von Menschen durch Einzelwölfe als «nicht zu erwarten» qualifiziert, ist fraglich.</p>

2.3 Art. 9^{ter} « Tir isolé d'un loup d'une meute »

2.3.1 Art. 9^{ter}

En cas de danger important et imminent pour l'homme causé par un loup d'une meute, les cantons peuvent, en dérogation à l'art. 4, al. 1, autoriser le tir de ce loup sans l'assentiment de l'OFEV.

La grande majorité des participants ne contestent pas l'art. 9^{ter}. Quelques remarques et demandes de modification ou de précision ont été présentées.

Tableau 2.3-1 Aperçu des modifications demandées et des remarques relatives à l'art. 9^{ter}

Participants	Avis	Propositions / Remarques
AG, AR, BE, BL, BS, GE, JU, NE, NW, SG, SH, SO, SZ, TG, ZG, VS, ZH COSAC, CDCA SAB BioSuisse, USP, SSPR, BOSS, BVCH, Vache mère Suisse, SSEA, PSL, PSBB, FSEO, FSEC, swiss-herdbook, VBS SFS, asep	Approbation	Ohne Änderungsanträge Hinweis von BVCH, Mutterkuh Schweiz: die Texte der deutschen und französischen Fassung stimmen nicht überein. Die französische Fassung sei an die deutsche Fassung anzupassen.
CGCAL, GR, OW, UR, TI	Approbation	Bemerkung: Diese Anpassung wird ausdrücklich begrüsst, weil sie künftig eine Abstützung auf die polizeiliche Generalklausel unnötig macht. Die schwere und unmittelbar drohende Gefahr muss definiert werden. RKGK, GL, GR, OW, UR: im Rahmen des Konzepts Wolf Schweiz.
VERT-E-S, BirdLife, FFW, GLS ProNatura, Pusch, WWF, zoosuisse, oejv.ch	Approbation avec réserve	BirdLife, FFW, GWS, ProNatura, Pusch, WWF: Das Verhalten eines Wolfes, welches sich zu einem potentiell aggressiven Verhalten gegenüber Menschen weiterentwickeln KANN, sollte klarer definiert sein, z.B. als Verhalten der Stufe "rot = unerwünscht" der Verhaltenskategorien gemäss Anhang 5 geltendes Wolfskonzept. GWS: es muss sich damit zwingend um eine schwere und unmittelbar drohende Gefahr handeln. ZooSchweiz: Es sollte klarer und nach messbaren Kriterien definiert werden, was unter "schwerer Gefahr" verstanden wird. Aus unserer Sicht reicht der Verdacht auf ein potenziell aggressives Verhalten nicht, um einen Abschuss zu rechtfertigen. Es braucht konkrete, messbare Hinweise.
BE	Approbation avec réserve/Modifications souhaitées	Wir bitten um eine entsprechende Klärung, wie unmittelbar die Gefahr sein muss und in welcher Form die kantonale Anordnung erfolgen soll. (...) Weiter erklärt der Erläuternde Bericht, dass das Eingreifen gemäss Art. 9ter JSV bereits dann erlaubt ist, «wenn sich das Verhalten des Wolfes zu einem potenziellen aggressiven Verhalten entwickeln kann». (...) Insofern sind die Ausführungen im Erläuternden Bericht verwirrend und sollten insbesondere mit Blick auf zukünftige Fragen im Rahmen des Vollzugs geklärt werden.
VD	Remaniement en profondeur	Antrag: Streichung des Begriffs "unmittelbar drohend" Wahrheitsgehalt ist schwer zu überprüfen.
CHWOLF	Rejet	Antrag: Gesamten Absatz ersatzlos streichen. Wölfe, die eine wirkliche Gefahr für Menschen werden, können bereits nach geltender Gesetzgebung oder mit der polizeilichen Generalklausel schnell geschossen werden. Hierzu braucht es keine Änderung der JSV. Wer beurteilt, ab wann sich das Verhalten eines Wolfes zu einem potenziellen aggressiven Verhalten entwickeln kann? (...)
PSA	Rejet	Die bisherigen Erfahrungen in der Schweiz mit Wolfpräsenz zeigen, dass Wölfe für Menschen keine schwere, unmittelbar drohende Gefahr darstellen. Die vorgesehene Änderung könnte missbraucht werden.

TIR	Rejet	<p>Anmerkung: Ein auf das kantonale Gebiet konzentriertes Wolfsmanagement kann die Anforderungen an einen funktionierenden Tier- und Artenschutz nicht erfüllen. (...)</p> <p>Mit vorliegendem Artikel überlässt der Bund den Kantonen die Beantwortung dieser kritischen Fragen, gewährt ihnen in der Folge einen unverhältnismässig weiten Handlungsspielraum und gibt dadurch wichtige Kompetenzen aus der Hand. (...) Einen Wolf aufgrund eines Verhaltens zu erlegen, das noch keine konkrete Gefährdung für den Menschen darstellt, sondern bloss dahingehend gedeutet werden kann, dass es sich zu einem potentiell aggressiven Verhalten entwickeln kann, verstösst zudem gegen das in der Bundesverfassung verankerte Verhältnismässigkeitsprinzip (...) Der Abschuss von Tieren geschützter Arten darf immer nur als ultima ratio verstanden werden und ist ausschliesslich dann zulässig, wenn alle anderen geeigneten und milderer Mittel ausgeschöpft worden sind</p>
-----	-------	---

2.4 Art. 10, al. 3, « Indemnisation et prévention des dégâts »

2.4.1 Art. 10, al. 3

³ La Confédération verse l'indemnité pour les animaux de rente si les conditions suivantes sont réunies :

- a. au moment de l'attaque, les animaux de rente sont correctement enregistrés dans la banque de données sur le trafic des animaux prévue à l'art. 45b de la loi du 1^{er} juillet 1966 sur les épizooties¹ ;
- b. le canton prend à sa charge les frais restants.

L'art. 10, al. 3, est controversé. Tandis que de nombreux cantons, les associations axées sur la protection ainsi que la SSEA et le SAB soutiennent sur le fond la disposition, la CDCA, la COSAC et l'USP la rejettent.

Tableau 2.4-1 Aperçu des modifications demandées et des remarques relatives à l'art. 10, al. 3

¹ RS 916.40

Participants	Avis	Propositions / Remarques
AG, AR, BL, BS, GE, JU, NE, NW, SH, SO, SZ, TG, VS BirdLife, FFWGWS, ProNatura, Pusch, PSA, TIR, CHWOLF, WWF, zoosuisse BioSuisse, SFS, oejv.ch, asepe	Approbation	Ohne Änderungsanträge / Bemerkungen
BE	Approbation avec réserve/Modifications proposées	Ergänzen «oder sie befanden sich in einem durch den Kanton anerkannten Wildgehege.» Gehegewild ist in der TVD nicht individuell, sondern nur auf Betriebsebene, gemeldet. Daher erfolgte die Entschädigung bisher über die Anzahl betroffener Tiere. Bei Art. 10 JSV hätten wir es sehr begrüsst, wenn die Entrichtung von Entschädigungszahlungen bei Nutztierissen mit minimalen Herdenschutzmassnahmen verknüpft worden wäre.
TI	Approbation avec réserve/Modifications proposées	Die Kontrolle jedes einzelnen erbeuteten Tieres ist oft schwierig, da die Ohrmarke beim Auffinden des Kadavers verloren geht und nicht mehr auffindbar ist. (...) Derzeit werden Neuwelt-Kameliden (Lamas und Alpakas) und gezüchtete Hirsche nicht einzeln in der TVD registriert, sondern nur die "Art", so dass sich ein Vollzugsproblem ergibt.
FR	Approbation avec réserve/Modifications proposées	Der Buchstabe a. ist überflüssig, da die Registrierung der Tiere obligatorisch und bereits in anderen Verordnungen geregelt ist.
ZH	Approbation avec réserve/Modifications proposées	Der administrative Aufwand für die Kostenerstattung muss im Vollzug auf ein notwendiges Minimum beschränkt werden.
SSEA, SAB	Approbation avec réserve/Modifications proposées	Antrag (SAV, SAB) Der Bund muss in Zukunft die Kosten vollumfänglich übernehmen (aus dem Budget des BAFU). SAV: Es ist nicht ersichtlich, was mit der zusätzlichen Bestimmung a erreicht werden soll; die Pflicht zur korrekten Registrierung der Klauentiere in der TVD besteht ohnehin.
FSEO, VBS	Approbation avec réserve/Modifications proposées	Die Pflicht zur korrekten Registrierung der Klauentiere in der TVD besteht ohnehin, daher ist nicht ersichtlich, was mit dieser Bestimmung erreicht wird oder werden soll. Die Erklärung dazu im erläuternden Bericht ist nicht nachvollziehbar begründet.
SG	Remaniement en profondeur	Antrag: Artikel überarbeiten. Die Gänsegeier-Problematik sowie die Tatsache, dass Neuweltkameliden nicht in der Tierverkehrsdatenbank erfasst sind, führt dazu, dass dieser Artikel so nicht umgesetzt werden kann. Des Weiteren ist unklar, wie mit verschwundenen Tieren umgegangen wird.
FSEC	Remaniement en profondeur	Es muss Klarheit geschaffen werden, wer was bezahlt und wie hoch die Kosten für ein Tier sind. Die Tierverluste müssen auch ohne Ohrmarke von gerissenen Tieren entschädigt werden. Die verschollenen und vermissten Tiere müssen ebenfalls entschädigt werden. Der Wert eines Tieres muss durch die Branche festgelegt werden.

CGCA, GL, GR, OW, UR, VD	Remaniement en profondeur VD : approbation avec réserve	Antrag: die Einführung der Bestimmung vorderhand zurückstellen, die Vollzugsprobleme die sie mit sich bringt sollen vorweg in praktikabler Weise gelöst werden und die Bestimmung dann per 1. Januar 2024 – eventuell mit dem revidierten Jagdgesetz – in Kraft gesetzt werden. Antrag (VD): für Bst. a im erläuternden Bericht: Eine Ausnahme für "neugeborene" Nutztiere, die noch nicht in der Datenbank registriert sind, soll vorgesehen werden.
ZG COSAC, CDCA	Rejet	Gemäss Vollzugshilfe des BAFU zum Wolfsmanagement in der Schweiz erfolgt die Entschädigung von getöteten Nutztieren bereits heute im Grundsatz gegen Vorweisung des Kadavers und dem Ausweisen der TVD-Nummer des verendeten Tieres. Ein neues, sich auf die TVD abstützendes System für die Entschädigung und Schadensvergütung nach JSV kann erst eingeführt werden, wenn die entsprechenden Fragen zur TVD geklärt sind: Neukameliden und Tiere der kommerziellen Hirschhaltung sind in der TVD nicht erfasst. Ausserdem ist immer noch nicht klar, wie Risse und vermisste Tiere in der TVD korrekt erfasst werden sollen.
USP, BOSS, BVCH, Vache mère Suisse, PSL, PSBB, swissherdbook	Rejet	Die Pflicht zur korrekten Registrierung der Klautiere in der TVD besteht ohnehin, daher ist nicht ersichtlich, was mit dieser Bestimmung erreicht werden soll. SBV, BOSS, BVCH, Mutterkuh Schweiz, SRP, swissherdbook: Die Erklärung im erläuternden Bericht ist ungenügend um diese Bestimmung (die ohnehin gilt) zu begründen. SBV, BOSS, BVCH, Mutterkuh Schweiz, SRP: Die Neuweltkameliden können nicht in der TVD registriert werden.

SSPR : ne figure pas dans le tableau, car la réserve formulée n'est pas claire.

2.5 Modification d'un autre acte (OROEM)

Annexe 1 de l'ordonnance sur les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale (OROEM), n° 5 « Chevroux jusqu'à Portalban »

II				
L'annexe 1 de l'ordonnance du 21 janvier 1991 sur les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale ² est modifiée comme suit :				
N°	Localité	Canton(s)	Inscription	Révision(s)
5	Chevroux jusqu'à Portalban	FR, VD	1991	2001/2015/2023

La grande majorité des participants ne contestent pas la modification apportée à l'objet n° 5 « Chevroux jusqu'à Portalban » de l'annexe 1 de l'OROEM. Seul le Groupement suisse pour les régions de montage rejette la modification.

2.6 Demandes supplémentaires concernant la présente révision partielle de l'OChP

Tableau 2.6-1 Aperçu des demandes supplémentaires concernant la présente révision partielle de l'OChP (RS 922.01)

² RS 922.32

Article	Remarque / Proposition	Participants
Art. 3	<p>La loi fédérale sur les armes ne considère pas les gardes faune/chasse comme non soumis à ses dispositions, mais réserve la législation fédérale sur la chasse. Au vu de cette réserve, nous proposons donc une modification de l'article concerné dans l'OChP afin de préciser certains éléments qui, au niveau opérationnel, sont très importants :</p> <p><u>Art 3 Autorisations exceptionnelles</u></p> <p>¹ Les services cantonaux de la chasse peuvent acquérir sans les autorisations prévues dans la législation sur les armes, des armes non prohibées par la présente ordonnance, ainsi que des silencieux intégrés ou amovibles, des lunettes de visée nocturne et des armes de poing pour autant que ces acquisitions soient nécessaires à l'accomplissement de leur mission.</p> <p>² Il fournissent annuellement la liste des armes et éléments d'armes en leur possession au service cantonal chargé de la surveillance des armes. Ils établissent cette liste au nom du service.</p> <p>³ Ils peuvent autoriser des membres de la police de la chasse à avoir des armes chargées dans leur véhicule, cela uniquement dans le cadre de leur mission.</p> <p>⁴ Il peuvent autoriser des membres de la police de la chasse ou des chasseurs au bénéfice d'une formation spéciale à utiliser des moyens et engins de chasse prohibés lorsque cela s'avère nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. conserver des espèces animales ou des biotopes déterminés ; b. prévenir les dégâts causés par la faune sauvage ; c. lutter contre des épizooties ; d. rechercher des animaux blessés et les tuer le cas échéant. <p>⁵ Ils dressent une liste des personnes autorisées pour les exceptions prévues aux al. 3 et 4.</p> <p>Les modifications proposées concernent un aspect très opérationnel du métier de garde faune/chasse et la gestion administrative des armes professionnelles du service de la chasse. C'est donc un sujet sans enjeux pour les partenaires externes de la protection de la nature. Ces modifications sont toutefois fondamentales pour la protection juridique du personnel de terrain et comme simplification administrative. Elles devraient donc être rapidement intégrées au niveau de l'ordonnance.</p>	GE
Art. 3 ^{bis} , al. 2, let. c	<p>Comme dans de nombreux autres cantons suisses, la population de corbeaux freux du canton de Genève a explosé ces dernières années. D'une première colonie observée en 1998, nous avons pu constater une évolution de la population passant de 48 couples en 2002 à 900 couples en 2020. En ce qui concerne les dégâts agricoles, nous sommes passés de 0.- jusqu'en en 2015 à plus de 90'000.- francs en 2022. Les dégâts sont commis, pour plus de leur moitié, au moment de la période des semis de printemps lors de la période de protection de cette espèce. Le classement du corbeau freux dans les espèces chassables n'a que partiellement amélioré les possibilités de limiter les nuisances liées à la forte augmentation des effectifs de ces oiseaux, de sorte qu'une nouvelle étape doit être envisagée. Nous proposons donc une modification de l'art. 3 bis, al. 2, let. c OChP.</p> <p><u>Art. 3bis Espèces pouvant être chassées et périodes de protection</u></p> <p>² Les périodes de protection selon l'art. 5 de la loi sur la chasse sont limitées ou étendues comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> c. corneille noire, corbeau freux, pie et geai des chênes : du 16 février au 31 juillet; les bandes de corneilles noires ne bénéficient d'aucune période de protection sur les cultures qu'elles menacent de piller; les bandes de corbeaux freux ne bénéficient d'aucune période de protection sur les semis qu'elles menacent de piller. 	GE

Art. 4 ^{bis} , al. 1		CGCA, GL, GR, OW, VS, USPF, UR, COSAC, CDCA UDC, BOSS, BVCH, USP
Art. 9 ^{bis} , al. 2, let. a et b		FSEC
Art. 10, al. 1, let. a	In Bezug auf die Entschädigung von Nutztierabgängen besteht eine Gesetzeslücke, die in den Veränderungen der einheimischen Grosstierfauna begründet ist. Im Sommer 2022 wurde in Graubünden erstmals ein frisch gesetztes Mutterkuh-Kalb von einem Gänsegeier so schwer verletzt, dass es euthanasiert werden musste. Aus diesem Grunde <i>müssen Gänsegeier und in vorausschauender Weise auch Mönchsgeier in die Liste der Verursacher von Wildschäden aufgenommen werden, an deren Entschädigung der Bund Abgeltungen leistet</i> . Selbstverständlich darf dies nur für belegte Fälle gelten. Da die Präsenz dieser Vögel in der alpinen Kulturlandschaft und durch sie verursachte Schäden an Nutztieren oft in direkten Zusammenhang mit Rissereignissen durch Wölfe auf Alpweiden stehen, erachten wir die Aufnahme dieser Arten in Art. 10 Abs. 1 lit. a JSV als folgerichtig.	GR
Districts francs fédé- raux		CGCA, GL, GR, OW
Protection des trou- peaux		asep

ANNEXE A DEMANDES CONCERNANT LA PROCHAINE REVISION DE L'OChP

Outre les sujets relatifs à la gestion du loup, il existe, pour les cantons et d'autres participants à la consultation, d'autres préoccupations majeures qui ont déjà été exprimées à plusieurs reprises et qui n'ont toujours pas perdu de leur importance. Une prochaine révision de l'OChP devrait selon eux aussi prendre en considération les points suivants.

La CFP souligne expressément que les cantons tiennent à collaborer intensément avec la Confédération afin d'élaborer la prochaine modification de l'ordonnance en lien avec la loi révisée sur la chasse. L'accent est mis sur l'importance de la compréhension mutuelle pour les deux parties et sur le temps nécessaire pour clarifier les questions d'exécution fondamentales. De manière générale, les cantons sont intéressés par une mise en œuvre sans délai de la nouvelle législation.

Tableau A-1 Aperçu des demandes et remarques en vue d'une prochaine révision de l'OChP

Participants	Thème	Remarque
AI, AR, BE, BL, BS, SH, SO, UR, ZH CFP	Adaptation de la liste des moyens et engins interdits	
AR, BL, BS, SH, SO, UR, ZH CFP	Munition (balles) sans plomb	
AR, SH, SO CFP	Emploi de chiens	
AI, SH, SO CFP	Fauconnerie	
BL, BS, SH, SO CFP	Interdiction de nourrir les animaux sauvages	
BL, BS, SO CFP	Soins vétérinaires d'urgence destinés à des animaux sauvages blessés	
AR	Conservation des milieux naturels et protection des espèces	
AR	Surveillance des animaux sauvages protégés	
GE	Période de protection des espèces chassables	
Vogelwarte	Protection et période de protection Art. 3 ^{bis}	
Vogelwarte	Mesures individuelles de protection Art. 9, al. 1	

Tableau A-2 Aperçu des propositions allant plus loin que le projet présenté

Participants	Thème	Remarque
AI, BE, SH, SO CFP	Adaptation de diverses ordonnances fédérales	
Vogelwarte	Réserves OROEM Art. 2, al. 1	

ANNEXE B LISTE DES PARTICIPANTS

Au total, 96 participants à la consultation ont remis leurs avis.

Cantons

AG	Regierungsrat Kanton Aargau
AI	Landammann und Standeskommission Kanton Appenzell Innerrhoden
AR	Regierungsrat Kanton Appenzell Ausserrhoden
BE	Conseil-exécutif du canton de Berne
BL	Regierungsrat Kanton Basel-Landschaft
BS	Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt
FR	Conseil d'État du canton de Fribourg
GE	Conseil d'État de la République et canton de Genève
GL	Regierungsrat Kanton Glarus
GR	Regierung des Kantons Graubünden
JU	Gouvernement jurassien
LU	Kanton Luzern, Bau-, Umwelt- und Wirtschaftsdepartement
NE	Conseil d'État de la République et canton de Neuchâtel
NW	Landammann und Regierungsrat des Kantons Nidwalden
OW	Kanton Obwalden, Bau- und Raumentwicklungsdepartement
SG	Regierung des Kantons St.Gallen
SH	Kanton Schaffhausen, Departement des Innern
SO	Staatskanzlei des Kantons Solothurn
SZ	Regierungsrat des Kantons Schwyz
TG	Regierungsrat Kanton Thurgau
TI	Repubblica e Cantone Ticino, Consiglio di Stato
UR	Landammann und Regierungsrat des Kantons Uri
VS	Conseil d'État du canton du Valais
VD	Chancellerie d'État du canton de Vaud
ZG	Regierungsrat Kanton Zug
ZH	Regierungsrat Kanton Zürich

Conférences des cantons

COSAC	Conférence suisse des services de l'agriculture cantonaux
CFP/CSF	Conférence pour la forêt, la faune et le paysage/Conférence des services de la faune, de la chasse et de la pêche
CDCA	Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture
CGCA	Conférence gouvernementale des cantons alpins

Partis politiques

Le Centre	Le Centre
PVL	Parti vert/libéral Suisse
VERT-E-S	Les VERT-E-S
PS	Parti socialiste suisse
UDC	Union démocratique du centre

Associations faitières œuvrant au niveau national

SAB	Groupement suisse pour les régions de montagne
VSBK	Fédération suisse des bourgeoisies et corporations

Commissions fédérales

CFNP	Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
------	---

Organisations et associations nationales

Protection des espèces, de la nature et du paysage

BirdLife	BirdLife Suisse
CHWOLF	Verein CHWOLF
FFW	Fondation Franz Weber
GLS	Groupe Loup Suisse
Pro Natura	Pro Natura
Pusch	L'environnement en pratique
WWF	WWF Suisse
zoosuisse	Association des parcs zoologiques suisses gérés de façon scientifique

Associations professionnelles

asep	Association suisse des professionnels de l'environnement
------	--

Chasse

oejv.ch	Ökologischer Jagdverein Schweiz
---------	---------------------------------

Agriculture

SSPR	Service consultatif et sanitaire pour petits ruminants
Bio Suisse	Bio Suisse
BOSS	Branchenorganisation Schafe Schweiz
BVCH	Braunvieh Schweiz
swissherdbook	Genossenschaft swissherdbook Zollikofen
	Vache mère Suisse
USPF	Union suisse des paysannes et des femmes rurales
USP	Union suisse des paysans
SSEA	Société suisse d'économie alpestre
PSL	Producteurs suisses de lait
PSBB	Producteurs suisses de bétail bovin
FSEO	Fédération suisse d'élevage ovin
FSEC	Fédération suisse d'élevage caprin
VSB	Fédération suisse moutonniers professionnels

Protection des animaux

PSA	Protection suisse des animaux
TIR	Fondation pour l'animal en droit

Forêts

SFS	Société forestière suisse
-----	---------------------------

Organisations et associations régionales et locales

Agriculture

Agora	Association des groupements et organisations romands de l'agriculture
Prométerre	Association vaudoise de promotion des métiers de la terre
BV AR	Bauernverband Appenzell Ausserrhoden
BV NW	Bauernverband Nidwalden
BV OW	Bauernverband Obwalden
BV UR	Bauernverband Uri
BVSZ	Bauernvereinigung des Kantons Schwyz
BV Oberwallis	Bauernvereinigung Oberwallis
BEBV	Berner Bauern Verband
BÄV	Bündner ÄplerInnenverein
BBV	Bündner Bauernverband
BSZV	Bündnerischer Schafzuchtverband
CNAV	Chambre Neuchâteloise d'agriculture et de viticulture
CVA-WLK	Chambre Valaisanne d'Agriculture - Walliser Landwirtschaftskammer
FK GL	Fachkommission Grossraubtiere des Glarner Bauernverband

AV	Glarner Alpverein
Schafe OST	Ostschweizerischer Schafhalterverband
SGBV	St.Galler Bauernverband
SZV SG	St.Gallischer Schafzuchtverband
UCT	Unione Contadini Ticinesi
ZBB	Zentralschweizer Bauernbund

Instituts spécialisés et organisations scientifiques

Vogelwarte	Station ornithologique suisse
------------	-------------------------------

Autres

APTdaiGP	Associazione per la protezione del territorio dai grandi predatori
ASPTcontreGP	Association Suisse pour la protection des territoires contre les grands prédateurs
VSvGZ	Vereinigung zum Schutz von Jagd- und Nutztieren vor Grossraubtieren in der Zentralschweiz

Particuliers